

L'essoufflement du modèle de croissance au Maroc : Etude descriptive (1960-2020)

The faltering growth model in Morocco: Descriptive research (1960-2020)

Driss SALEM, (*Enseignant agrégé, doctorant*)

Faculté d'économie et de gestion de Settat

*Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion Management des affaires (LAREGMA)
Université Hassan Premier de Settat, Maroc*

Brahim DINAR, (*Professeur de l'enseignement supérieur*)

Faculté d'économie et de gestion de Settat

*Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion Management des affaires (LAREGMA)
Université Hassan Premier de Settat, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté d'économie et de gestion Km3, Route de Casablanca, Settat, 26000 Settat. Maroc Université Hassan Premier Maroc (Settat) 26000 05-23-72-19-39
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	SALEM, D., & DINAR, B. (2022). L'essoufflement du modèle de croissance au Maroc : Etude descriptive (1960-2020). International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(4-3), 547-572. https://doi.org/10.5281/zenodo.6971855
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: May 06, 2022

Published online: August 10, 2022

L'essoufflement du modèle de croissance au Maroc : étude descriptive (1960-2020)

Résumé

Ralentissement tendanciel du rythme de la croissance, pérennité d'un chômage jugé de masse, des gains de productivité chétifs, compétitivité limitée à certains secteurs, etc. sont autant d'indices que nous pouvons citer à titre indicatif et non limitatif pour illustrer la caducité du modèle de croissance marocain. Près de sept décennies après l'indépendance, la croissance au Maroc demeure encore moins rassurante, une croissance instable et volatile, fortement corrélée à la variabilité climatique, génératrice de déficit budgétaire et commercial. Certes, les exploits sont nombreux, mais les goulets d'étranglement sont d'autant plus. Ce constat nous pousse à s'interroger sur le /les modèle(s) de croissance adopté(s) depuis l'indépendance, si on en dispose à vrai dire ! L'objectif de ce papier est d'étudier les grands traits de la croissance économique au Maroc, et ce, depuis l'indépendance jusqu'aux années 2020, en se basant sur les données offertes par la banque mondiale, le Haut-Commissariat au Plan (HCP), l'office des changes, le ministère de l'Économie et des Finances, etc. La finalité escomptée est d'identifier la configuration du modèle de croissance marocain, mais aussi mettre l'accent sur les pierres d'achoppement qui entravent l'émergence de notre économie. Après avoir exposé une revue de littérature des différents modèles de croissance économique, nous avons décortiqué le profil de la croissance économique au Maroc depuis les années soixante à deux mille vingt, et ce par l'analyse des différents plans adoptés par les pouvoirs publics. Une telle analyse nous a permis d'identifier les trois modèles de croissance qu'a adopté le Maroc : un premier Maroc-marocain au départ, visant la marocanisation de l'économie, puis un deuxième qualifié d'antisocial dans les années quatre-vingts et enfin un troisième dit de plateforme ou d'IDE au début des années deux mille. Pour finir notre étude en mettant l'accent sur les signes d'essoufflement de notre modèle de croissance.

Mots clés : Modèle de croissance ; croissance économique ; plans économiques ; volatilité.

Classification JEL : F43, O47.

Type de l'article : article empirique

Abstract

A slowing trend in the pace of growth, persistent mass unemployment, low productivity gains, competitiveness limited to certain sectors, etc. are all indicators that illustrate the obsolescence of the Moroccan growth model. Nearly seven decades after independence, growth in Morocco remains even less reassuring, unstable and volatile, highly correlated with climatic variability, and generating budget and trade deficits. Certainly, the achievements are numerous, but the bottlenecks are even more so. This observation leads us to question the growth model(s) adopted since independence if we really have any. The objective of this paper is to study the characteristics of economic growth in Morocco, from independence to 2020, based on data from the World Bank, the High Commission for Planning (HCP), the foreign exchange office, the Ministry of Economy and Finance, etc. The objective is to identify the configuration of the Moroccan growth model, as well as to highlight the obstacles that hinder the emergence of our economy. After having exposed a literature review of the various models of economic growth, we described the profile of the economic growth in Morocco since the sixties to two thousand and twenty, and this by the analysis of the various plans adopted by the public authorities. This analysis allowed us to identify the three growth models that Morocco adopted: a first Moroccan one at the beginning, aiming at the Moroccanisation of the economy, then a second one qualified as anti-social in the eighties and finally a third one called platform or FDI model at the beginning of the two thousand years. To finish our study by emphasizing the signs of breathlessness of our growth model.

Keywords: Growth model; economic growth; economic plans; volatility.

JEL Classification: F43, O47.

Paper type : Empirical research

1. Introduction

Le modèle de croissance en vigueur depuis des années s'est essoufflé. Le Maroc en a besoin d'un nouveau souffle pour affronter les sérieux défis qu'il doit relever, estime la banque mondiale dans son rapport de suivi de la situation économique au Maroc (Banque mondiale. 2020. Rapport de Suivi de La Situation économique au Maroc). L'état des lieux de l'économie marocaine montre que la croissance n'est pas mauvaise, mais elle pourrait être meilleure si certains goulots d'étranglement sont surmontés. À vrai dire, des écueils entravent le modèle de croissance au Maroc, en effet, malgré les réformes et mesures structurelles adoptées pour assurer la stabilité de la croissance, cette dernière reste très volatile, une telle volatilité est due à la forte dépendance à la variable climatique. Un autre écueil qui limite la croissance au Maroc est celui de la dépendance à la demande interne, en effet, compter essentiellement sur la consommation des ménages risque d'altérer la viabilité de la croissance. En fait, ces ménages sont de plus en plus satisfaits par une importation beaucoup plus attractive. Un autre indicateur phare de la vulnérabilité de notre modèle de croissance revoit à la question de la compétitivité du tissu productif, en effet, selon les différents rapports publiés par le World Economic Forum (2019), le Maroc s'y classe 75^e sur 141 pays. Notre compétitivité est malmenée par l'existence d'une série d'entraves, nous citons à titre non exhaustif les difficultés d'accès au financement, le problème bureaucratique, la corruption, la pression fiscale, etc. L'insuffisance du capital humain constitue également une pierre d'achoppement pour une croissance économique pérenne, en effet, Le Maroc accumule du retard en la matière. La faible efficacité du système d'éducation et de formation professionnelle en témoigne. Chose qui épingle sévèrement la productivité du travail.

L'autre maillon faible du modèle de croissance marocaine reste l'investissement privé ou domestique, en effet, pour assurer une croissance pérenne, notre modèle a besoin de ses deux jambes à savoir le secteur public et celui privé. La participation de ce dernier reste insuffisante. Tous ces handicaps montrent certains paradoxes du modèle de croissance marocain qu'il faut repenser. Dans ce sens, plusieurs questions peuvent être posées : le Maroc dispose-t-il vraiment d'un modèle de croissance ? si oui quelles sont ses caractéristiques ? présente-t-il des signes d'essoufflement ? est-il temps de repenser ce modèle ?

Plusieurs questions peuvent être posées dans cette recherche, cependant, sans prétendre être exhaustives, nous délimiterons notre réflexion autour de la problématique suivante :

Le modèle de croissance au Maroc : quelles caractéristiques et quelles ambiguïtés ?

Pour répondre à notre problématique, nous avons adopté une méthodologie descriptive basée sur les travaux réalisés par certaines instances nationales comme le Haut-Commissariat au Plan et l'office des changes, ainsi qu'internationales comme la banque mondiale.

Notre étude est structurée en trois sections principales. La première est réservée à la revue de littérature touchant aux modèles de croissance économique. La deuxième section quant à elle se focalise sur le descriptif du profil de la croissance au Maroc depuis les années soixante jusqu'à 2020, l'objectif escompté est d'identifier la configuration du/des modèle (s) adopté(s) par les pouvoirs publics. La dernière section est consacrée à l'analyse des différents signes d'essoufflement de notre modèle de croissance. Enfin, pour conclure ce travail, nous mettons l'accent sur les pistes possibles de perfectionnement du modèle de croissance au Maroc, en nous basant sur certaines recommandations formulées dans le cadre du nouveau modèle de développement.

2. Les modèles de croissance économique : revue de littérature

2.1. Définition

Le modèle de croissance désigne un modèle économique visant l'explication et la simulation de l'évolution de la richesse créée dans une économie. Le modèle de croissance cherche à la

fois de concevoir des estimations et à mettre l'accent sur des facteurs décisifs de la croissance. La problématique de l'origine de la croissance fut largement répandue dans les recherches du XXe siècle.

Les modèles de croissance exogènes furent les pionniers modèles de croissance ayant expliqué la croissance dans un horizon court et moyen terme. Le modèle de croissance Harrod-Domar et celui de Robert Solow font partie de ces modèles de croissance exogènes, Alexandra Raedecker et al, (2016).

Par la suite, vers les années 60, plusieurs analyses ont essayé d'endogénéiser la croissance, en effet, les économistes à l'époque ont cherché d'expliquer la croissance économique par des facteurs internes au système économique afin d'écarter l'idée de la « manne qui tombe du ciel » Robert M. Solow (1956, pp. 65-94). Des économistes de la nouvelle économie classique et par la suite de la nouvelle école keynésienne, tels que Romer, Barro, Lucas...ont mis l'accent sur le rôle de l'investissement en infrastructures et capital humain sur la croissance.

2.2. Typologie des modèles de croissance

2.2.1. Modèle de Harrod-Domar

Evsey Domar montre dès les années 1946 les limites du raisonnement keynésien, en effet, Domar dans son article "Expansion et emploi" Domar, Evsey D (1947), analysait l'investissement public comme dépense aussi bien qu'une variation du stock de capital dégageant des capacités de production, « si l'on investit assez aujourd'hui pour ajuster la demande à la capacité de production, il faudra investir encore plus demain du fait de l'accroissement de capacité engendré par l'investissement » Domar, Evsey D (1947).

Ancêtre des modèles de la croissance exogène et plus précisément du modèle de Solow, ce modèle a adapté la théorie générale de Keynes dans une logique long-termiste. Le modèle Harrod-Domar a mis l'accent sur le caractère volatile de la croissance.

2.2.1.1. Le modèle de Domar : la double nature de l'investissement

Domar analysait les conditions nécessaires pour une croissance long-termiste équilibrée. Son analyse s'inscrit à doubles horizons, en effet, dans le court terme, Domar considère que l'investissement agit sur la demande globale, mais également l'offre globale dans le long terme. Domar propose la formulation suivante de la demande : Domar, Evsey D. (1947).

$$\Delta Q^d = m \cdot \Delta I$$

m : représente le multiplicateur d'investissement

$$m = 1/1-c$$

c : désigne la propension marginale à consommer, par définition on a : $c + s = 1$, e étant la propension marginale à épargner, par conséquent on peut noter :

$m = 1/s$. Par conséquent la formule de la demande peut s'écrire ainsi :

$$\Delta Q^d = \Delta I/s$$

Domar met aussi l'accent sur l'impact de l'investissement dans le long terme, en effet, l'investissement public améliore la capacité d'offre des entreprises, cette dernière se présente ainsi, Eltis W. (1987) :

$$\Delta Q^s = I/k$$

K étant le coefficient capital.

Domar déduit que l'équilibre de la croissance est conditionné par l'égalité entre l'offre et la demande :

$$\Delta Q^d = \Delta Q^s$$

En se référant aux formules précédentes, on aura :

$$\Delta I/I = s/k$$

Cette dernière équation définit le taux de croissance de l'investissement :

$$\Delta I/I = g$$

Domar conclut son analyse en estimant que l'équilibre de la croissance (g) est déterminé par l'égalité avec le rapport (s/k) :

$$g = s/k$$

Si g est supérieur au rapport s/k, il y'aura une tendance inflationniste, par contre lorsque g est inférieur à s/k la conséquence sera une récession déflationniste.

2.2.1.2. Le modèle de Harrod : l'instabilité de la croissance (le fil du rasoir)

Dans son article : « An essay in dynamic theory », Harrod, R. (1972), Harrod va aller plus loin que Domar, en effet, il cherche une analyse long-termiste de la condition d'équilibre de la croissance. La théorie de Harrod peut se schématiser en trois axes : l'instabilité de la croissance, le taux de croissance garanti et la difficulté du maintien du plein emploi.

Le premier problème de Harrod est le taux de croissance garantie, mais avant ça, Harrod distingue trois taux de croissance Harrod, R. (1972) à savoir :

- Le Taux de croissance effectif (G_e) : c'est le taux de croissance réalisé ou observé sur une période déterminée.
- Le Taux de croissance garanti (G_w) : il s'agit du taux de croissance permettant l'équilibre sur le marché des biens, et ce sur le long terme, autrement dit, c'est le taux égalisant les décisions d'épargne des ménages et celles d'investissement des entreprises.
- Le Taux de croissance assurant le plein emploi (G_n) : c'est le taux de croissance naturel en relation avec l'accroissement de la population active, il permet de maintenir l'équilibre sur le marché de travail.

À partir de cette distinction faite des taux de croissance, Harrod, comme Domar avant, s'interroge sur les conditions requises pour équilibrer la croissance, autrement, pour égaliser Le Taux de croissance effectif (G_e) avec Le Taux de croissance garanti (G_w).

Pour formaliser les conditions d'équilibre de la croissance, Harrod accepte la relation de proportionnalité entre épargne (S) et revenu (Y) déjà mentionnée par Keynes :

$$S = sY, \text{ avec } s \text{ la propension marginale à épargner.}$$

Harrod admet également que l'investissement est proportionnel à la variation du revenu :

$I = k * \Delta Y$, Avec k le coefficient du capital, il s'agit d'un indicateur qui permet d'évaluer la capacité de l'investissement en capital (K) à dégager du revenu, k se calcule en rapportant le capital disponible (K) à la production qu'il génère : $k = K/Y$.

L'équilibre dans un système économique se caractérise par l'égalité : $S = I$, par conséquent :

$$sY = k * \Delta Y, \text{ par simplification mathématique :}$$

$$C \quad Y/Y = s/k$$

$\Delta Y/Y$ n'est autre que le taux de croissance garanti (G_w), on aura donc :

$$\Delta Y/Y = (G_w) = s/k$$

Avec cette égalité, on déduit qu'il existe un taux de croissance qui permet de coordonner le plan d'investissement des producteurs est parfaitement rangé avec la logique de consommation (ou d'épargne).

Reste à savoir si ce taux de croissance garanti (G_w) correspond au taux de croissance effectif ou constaté (G_e). Harrod est parvenu à la conclusion qu'il est difficile d'avoir cette égalité surtout pour le long-terme, d'autant plus que ces 2 taux ne correspondent au taux de croissance naturel (G_n), par conséquent, l'atteinte d'une croissance équilibrée est difficilement réalisable et si elle est, elle sera hautement instable.

En conclusion, Harrod est arrivé aux mêmes conclusions que Domar même si le moyen est différent. L'apport principal de son modèle réside dans l'introduction de l'approche par capital, cette dernière montre que la variation de l'investissement entraîne non seulement une variation de la demande, mais également une évolution des capacités d'offres des producteurs.

Les résultats un peu pessimistes du modèle Harrod-Domar ne correspondaient pas à l'euphorie des trente glorieuses, l'époque où ces travaux ont été réalisés. Par la suite, d'autres auteurs, comme Solow et Kaldor, vont améliorer le modèle en relâchant certaines hypothèses.

2.2.2. Le modèle de croissance de Kaldor

Dans son article publié en 1957, N. Kaldor vient résoudre les incompréhensions d'Harrod-Domar. (Nicholas Kaldor, 1957). En effet, le modèle Harrod-Domar supposait le caractère exogène du taux d'épargne, pour Kaldor c'est possible d'avoir une croissance économique équilibrée de plein emploi ($G_n = G_w$) à travers l'endogénéisation de la variable s . Dans ses analyses, Kaldor s'appuie sur les contributions d'Harrod et de Kalecki.

2.2.2.1. Hypothèses du modèle

- la propension d'épargnes des salariés est inférieure celle des entrepreneurs ($s_\pi > s_w$), de ce fait, $s_\pi - s_w > 0$. "les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent, tandis que les salariés dépensent ce qu'ils gagnent" (Béraud, Alain, 2011, pp. 113-155).
- le progrès technique est dû à l'accumulation du capital neuf.
- le taux d'investissement détermine la part des profits dans le produit, le taux de profit et le taux de salaire réel.
- le plein emploi n'est maintenu que si le taux de croissance des capacités productives est égal à la somme des taux de croissance de population et du progrès technique, autrement le taux de croissance naturel chez Harrod (G_n).

2.2.2.2. Les équations du modèle

- L'équation d'épargne

Pour N. Kaldor l'épargne de la société n'est autre que la somme d'épargne des capitalistes et salariés. La fonction d'épargne se présente ainsi :

$S = s_w W + s_p P$, avec l'hypothèse $0 \leq s_w \leq s_p \leq 1$ qui montre que les capitalistes épargnent plus que les salariés.

W représente la masse salariale.

P représente la masse des profits.

s_w et s_p désignent respectivement la propension moyenne à épargner des salariés et des capitalistes.

- L'équation de la répartition du revenu

Pour Kaldor, l'équation du revenu national s'écrit comme suit : $Y = W + P$, par conséquent : $W = Y - P$.

La substitution dans l'équation d'épargne aboutit à : $S = s_w Y + (s_p - s_w) P$

En divisant par Y , on obtient : $s = S/Y = s_w + (s_p - s_w) P/Y$

s est la propension à épargner des collectivités, sa variabilité est fonction des conditions d'allocation du revenu global, précisément, en fonction de la part des profits dans le revenu national.

2.2.3. Le modèle de Solow ou le modèle de croissance néoclassique

Dans son modèle paru pour la première fois en 1956, Solow s'opposait au modèle Keynésien développé par Harrod-Domar, en effet, et contrairement à la vision keynésienne jugée pessimiste vu la difficulté d'avoir une croissance stable dans le long-terme, le modèle de Solow est optimiste à cet égard.

Le modèle de Solow analyse les interactions possibles entre l'épargne, l'investissement, la production générée, l'évolution démographique et la croissance économique.

Pour la construction de son modèle, Solow pose plusieurs hypothèses qui reprennent pour l'essentiel celles de l'école classique.

2.2.3.1. Les hypothèses du modèle de Solow (Robert M. Solow, 1956)

- Les rendements décroissants des facteurs de production.
- Analyse de l'équilibre dans une économie fermée sans État.
- Une économie avec un seul produit
- Une production qui se fait en concurrence pure et parfaite avec seulement deux facteurs à savoir le travail et le capital.
- Une fonction de production à rendement constant à l'échelle.
- La baisse de la productivité marginale individuelle des facteurs.
- L'absence du chômage ou de tout autre dysfonctionnement.

2.2.3.2. Les équations de base du modèle

Solow construit son modèle autour des équations macroéconomiques suivantes :

- **Une fonction de production type Cobb-Douglas** Robert M. Solow (1965) :
 $Y = F(K, L) = K^\alpha L^{1-\alpha}$, Avec :
 - α est comprise entre 0 et 1, elle désigne l'élasticité de Y par rapport au capital.
 - Y le niveau de production
 - K le capital
 - L le travail
 - F (K, l) la fonction de production

Cette fonction analyse comment les facteurs de production (K, T), les « input » expliquent entre eux la production Y « Output ». Elle a également comme caractéristique des rendements d'échelle constants¹.

- **L'équation d'évolution du capital.** Robert M. Solow (1965)

$$\Delta K = sY - \delta K$$

Où s le taux d'épargne, δ le taux de dépréciation du capital et Δk : Taux de croissance du capital par travailleur. L'épargne est supposée totalement investie. Dans une telle économie, la production est soit consommée, soit épargnée.

- **L'équation de croissance de la population.** Robert M. Solow (1965)

$$L_{t+1} = L_t (1+n)$$

Où n le taux d'évolution du facteur travail (T)

- **L'équation de la croissance du progrès technique**

$$A_{t+1} = (1 + g) A_t$$
, avec g le taux de croissance et A le niveau de technologie.

Le modèle de Solow est caractérisé par un équilibre stable sur le long-terme, en effet, l'économie tend vers un « état stationnaire » marqué par un rythme de croissance d'activité économique égale à celui de la démographie.

2.2.4. Le modèle AK : le modèle de base de croissance endogène (le modèle de Solow avec capital humain).

Pour surpasser l'explication exogène de la croissance économique, plusieurs travaux se sont concentrés sur l'explication du caractère exogène du progrès technique, objectif visé c'est d'endogénéiser ce dernier. Il s'agit du modèle économique mis en place par P. Romer (1987), S. Rebelo (1991), G. Mankiw et D.N Weil. Il s'agit d'un modèle qui apprécie l'incidence empirique du modèle de Solow par l'introduction de la variable capital humain.

La fonction de production se présente donc comme suit : (Mankiw N.G., Romer D. et Weil D.N,1992)

$$Y = K^\alpha H^\beta (AL)^{1-\alpha-\beta}$$

De manière plus simplifiée : $Y = AK$, cette formulation donne son nom à ce modèle.

- α et β désignent l'élasticité des facteurs capital et capital humain.

¹ Cela signifie que si on multiplie les facteurs de production par une quantité λ , la production le sera aussi : $F(\lambda K, \lambda l) = \lambda Y$

- $1 - \alpha - \beta$ représente l'élasticité d'une unité de travail par rapport à la production.
- K et H représentent le stock du capital et capital humain.
- AL est constante qui représente la production par unité de capital humain.

Ce modèle essaye de montrer que des variations même simples au niveau des parts consacrées aux stocks de capital physique et humain pourraient entraîner des variations plus importantes dans les productions par salarié, chose qui explique les différences entre pays au niveau qui est revenu par tête.

L'accumulation du stock capital (capital physique et humain) se présente par l'équation suivante :

$K'(t) = s_k Y(t)$, où s_k représente la part du revenu investie dans le capital (capital physique et humain). Cette équation peut être décomposée en deux équations, lune pour le capital physique et l'autre pour le capital humain :

- L'équation du capital physique : $K'(t) = s_k Y(t)$
- L'équation du capital humain : $H'(t) = s_h Y(t)$

P. Romer, G. Mankiw et D.N Weil suppose que les rendements sont décroissants pour les différents types du capital ($\alpha + \beta < 1$), hypothèse qui permet d'aboutir à un état stationnaire.

Pour ce modèle, l'épargne vise à la fois financer l'accumulation du capital physique (s_k) et capital humain (s_h). L'amélioration du revenu par tête est donc conditionnée par l'augmentation simultanée de (s_h) et (s_k). La seule augmentation de la part investie dans le capital physique n'est pas suffisante pour déboucher à l'amélioration du revenu par tête, car il y aura une substitution du capital humain au profit du capital physique. Les travaux empiriques de P. Romer, G. Mankiw et D.N Weil valide le modèle de Solow avec la variable capital humain.

Cependant, plusieurs problèmes restent inhérents à ce modèle, entre autres, le caractère exogène et identique du progrès technique demeure la principale limite du modèle ainsi que l'hypothèse des rendements décroissants des facteurs.

3. Profil de la croissance économique marocaine 1958-2018

Après l'indépendance, les pouvoirs publics ont mis en place différentes politiques économiques et sociales dont l'objectif était de reconstruire l'économie et assurer l'insertion du Maroc dans le processus de développement économique et social. Les choix faits à l'époque s'alignent sur les principes libéralistes.

Fraîchement libre du colonialisme, le Maroc s'est retrouvé face à plusieurs défis : chômage, absence de cadres nationaux, faiblesse des investissements, fuite continuent des capitaux, industrie délabrée ..., d'où l'exigence d'une intervention urgente de l'État pour rectifier le tir, chose qui s'est matérialisée par l'adoption d'une série de mesures dans le cadre des plans de développement économique et social, et ce à partir de 1958.

L'analyse de l'évolution de l'économie marocaine sur la longue période (1960-2018) présente un intérêt double, d'une part, elle permet de dégager les tendances long-termiste, de l'autre de mieux identifier les changements qui l'ont accompagné.

Dans cette section, nous allons analyser les traits de l'économie marocaine dès les années soixante, en se basant sur les données des comptes nationaux et celles de la banque mondiale et différentes institutions internationales.

3.1. La période 1960-1972 (plan biennal 1958-1959, le plan quinquennal 1960-1964, Le plan triennal 1965-1967, le plan quinquennal 1968-1972)

3.1.1. Le plan biennal 1958-1959 (J. Pellier.1958)

Le plan d'équipement était considéré comme un plan de transition destiné d'une part à achever les réalisations commencées antérieurement et fixer de l'autre, les nouvelles orientations de

l'État surtout en matière de productivité agricole, d'industries de (base par la création des sociétés d'État), et de formation professionnelle pour combler les lacunes en cadres nationaux. Généralement, la priorité a été donnée aux secteurs directement productifs avec effets positifs sur le revenu national.

3.1.2. Le plan quinquennal 1960-1964

Reposant sur les efforts du plan biennal 1958-1959, le plan quinquennal reconduit principalement l'effort de réaménagement de l'économie marocaine pour consolider l'indépendance économique, et ce sur 2 piliers :

- Le développement de l'agriculture avec la création de l'Office national des irrigations (1961) et de l'Office de la modernisation rurale. En effet, l'État a mis en place tous les moyens pour focaliser les efforts techniques et financiers pour plus d'efficacité de ses interventions dans le domaine de l'agriculture.
- La mise en place d'une industrie de base, pour accompagner une telle orientation, l'État marocain a opté pour une réforme fiscale ainsi que la création de l'office national d'investissement (1962).

Ce plan n'a pas abouti aux résultats escomptés, certains projets ont été suspendus ou reportés vu les difficultés financières auxquels sont confrontés (l'accumulation des déficits causée par les différentes lois de finances et l'entrée en scène du FMI et de la banque mondiale)

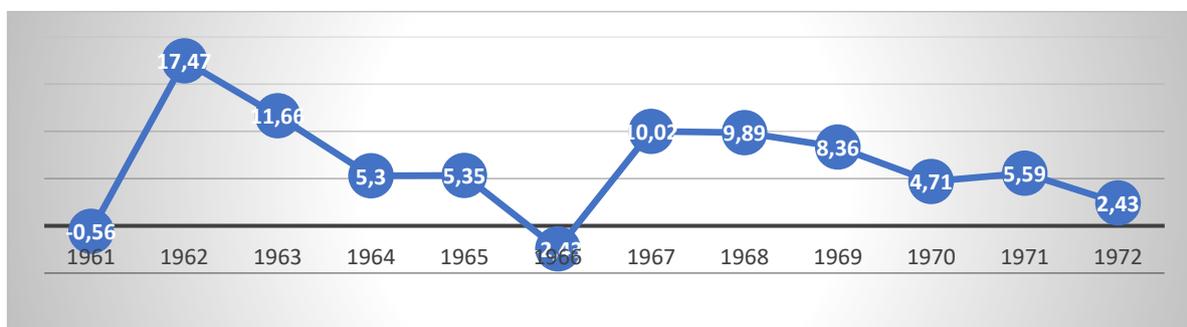
3.1.3. Le plan triennal 1965-1967

Un plan inspiré de l'idéologie de la banque internationale pour la reconstruction et le développement, la logique libérale est affirmée, l'accent est mis davantage sur le secteur privé pour développer les investissements, surtout en matière des industries exportatrices légères. Le plan favorise la croissance de l'agriculture jugée prioritaire (la politique des barrages). Comme ses précédents, le plan s'est achevé sur une dette extérieure lourde.

3.1.4. Le plan quinquennal 1968-1972

Les orientations de ce plan sont les mêmes que le précédent, il a fixé comme secteurs d'importance prioritaire : l'agriculture, le tourisme et la formation des cadres nationaux. Pour les sources de financement des investissements, les pouvoirs publics ont fait appel depuis huit ans aux fonds étrangers privé et public auprès des organismes internationaux ou de pays amis. Généralement, la période 1960-1972 a été marquée par une croissance du PIB de 6,48% en moyenne, mais avec une baisse tendancielle comme l'illustre le graphe suivant :

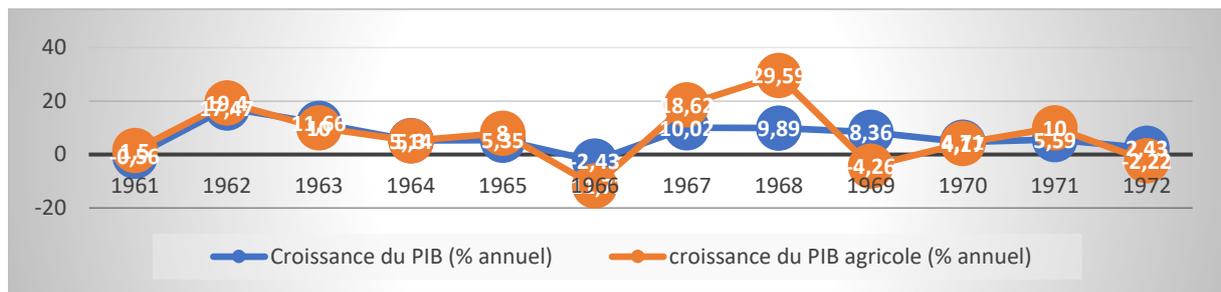
Graphe 1 : l'évolution du taux de croissance au Maroc 1961-1972



Source : données banque mondiale, calcul et présentation, auteur.

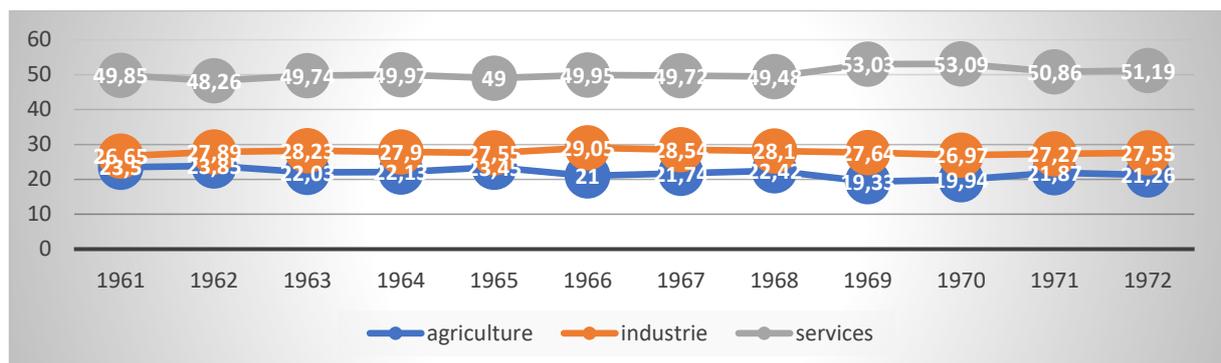
Une telle variation en dents de scie est due aux aléas climatiques qui impactent la production agricole. Durant cette période, la croissance du PIB a affiché deux fois le signe négatif, -0,56 en 1961 et -2,43 en 1966, pour cette dernière année, le PIB a chuté de 11,72, chose qui montre la corrélation positive entre les deux variables.

Graphe 2 : l'évolution de la croissance du PIB et PIBA au Maroc :1961-1972



Source : données banque mondiale, comptes nationaux. Calcul et présentation auteur.

Graphe 3 : la part des différents secteurs dans le PIB 1961-1972



Source : données banque mondiale, comptes nationaux. Calcul et présentation auteur.

Durant cette période, les secteurs d'activité représentent dans le PIB en moyenne, les parts suivantes : agriculture (21,87), l'industrie (27,77), les services (50,34). La faible participation du secteur agricole dans le PIB ne doit pas méconnaître les efforts fournis par les autorités Marocaines à l'époque, en fait, Ce sont les Offices Régionaux de Mise en Valeur agricole (ORMVA) issus en 1966 de l'office de mise en valeur agricole (OMVA) qui ont concrétisé les orientations Etatiques au niveau de la politique des barrages, d'équipement des périmètres irrigués et d'encadrement des agriculteurs par des actions de vulgarisation rurale et d'appuis.

3.2. La période 1973-1980

3.2.1. Le plan quinquennal 1973- 1977

Qualifiait du « plan économique et social », le plan 1973- 1977, visait une extension extravertie contrôlée de l'activité économique (fort interventionnisme de l'État), en effet, face à l'étroitesse du marché national, les pouvoirs publics ont fixé deux objectifs principaux : la promotion des exportations et l'import substitution. La hausse des prix des phosphates au marché international a encouragé l'État à s'investir en tant que principal promoteur dans divers secteurs (sucre : SOMACA, chimie, ciment...), l'office chérifien des phosphates a énormément bénéficié de fonds pour l'expansion et la production de produits intermédiaires dérivés des phosphates. Cette période été marqué également par l'adoption d'un texte majeur à savoir la loi relative à la marocanisation². Cette dernière visait la limitation de la participation étrangère au capital d'une société nationale, elle détermine également une liste exhaustive des activités à exercer uniquement par des entités nationales.

Si la marocanisation reste limitée dans les faits, elle relance indéniablement la lente constitution d'un capital privé marocain engagé depuis l'indépendance, à l'appui de protections douanières

² Loi n° 1.73.2 10 du 2 mars 1973 relative à la marocanisation active l'article 15 de la Constitution qui permet de limiter, en le contrôlant, le droit de propriété des étrangers (El Aoufi, 1990). En cela, elle renforce l'état de droit en venant couvrir un état de fait tout aussi prégnant (Belghazi, 1999).

et de la substitution aux importations. Elle favorise aussi la reconversion de certains cadres de l'administration (Jaidi, 1992)

Pour ce que sont des orientations générales, le plan continue son attachement au libéralisme ainsi qu'aux mécanismes du marché. Les objectifs chiffrés du plan se présentent ainsi :

- Un taux de croissance de 7% par an en moyenne.
- Un programme d'investissement ambitieux estimé de 26,3 milliards de DH. L'industrie s'accapare dans ce programme la part du lion avec 9777 millions de DH

3.2.2. Le plan triennal 1978-1980

La période 1978-1982 a été marquée par la forte intervention des pouvoirs publics, pointant par conséquent deux finalités : l'encouragement des importations-substitution et la promotion des exportations. L'État Marocain a misé sur l'investissement public pour relancer certains secteurs et entités (COSUMAR pour la sucrerie, la SOMACA pour l'automobile, CIH, BNDE...). Cependant, la fin des années 77 s'est marquée par des tensions énormes au niveau national qu'international. La manne des produits phosphatiers s'est avérée passagère, le fardeau de la facture pétrolière devient de plus en plus lourd. Ces facteurs ont entravé l'émergence d'une industrie nationale par importation-substitution.

Dans le même temps, l'objectif du Plan qui consistait à encourager le développement des exportations restait en grande partie un vœu pieux, d'une part à cause des choix stratégiques de l'État, d'autre part à cause de la surévaluation du dirham entretenue artificiellement pour des raisons idéologiques et nationalistes par les autorités politiques. (Jean-Marie CHEVASSU.1987). Pour ce qui est de la croissance économique, les taux affichés durant cette période étaient un peu légers par rapport à la moyenne de la période précédente.

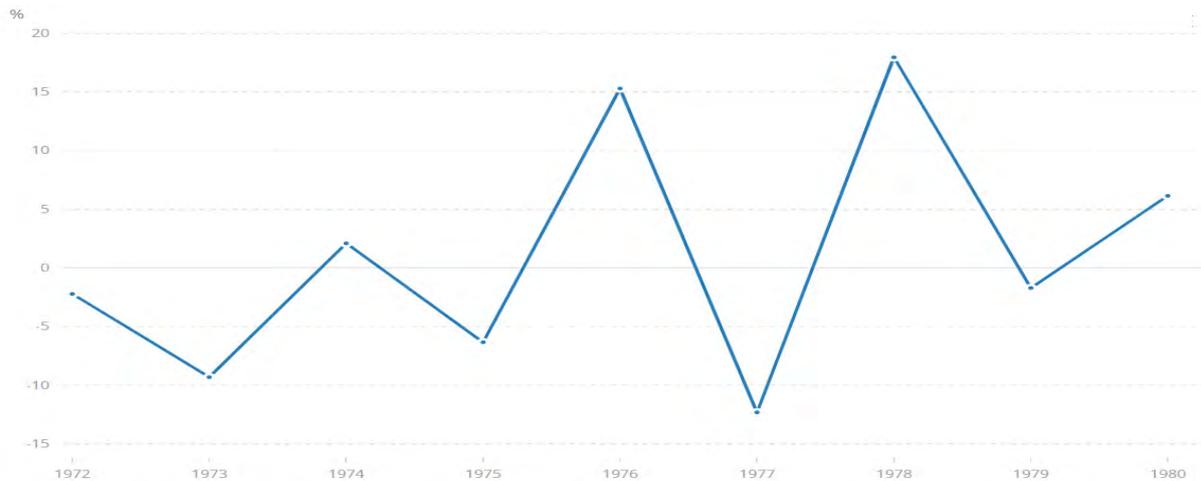
Graphe 4 : Croissance du PIB (% annuel) – Morocco : 1972-1980



Source : donnees.banquemondiale.org

L'analyse sectorielle montre la diminution de la valeur ajoutée dégagée par le secteur agricole par rapport à la période 1960-1972, sa part au niveau n'a cessé de baisser. Le graphique illustre bel et bien cette chute :

Graphe 5 : Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) – Morocco : 1972-1980



Source : donnees.banquemondiale.org

Pour ce qui est du secteur industriel, les taux affichés, même s'ils affichent des évolutions positives, restent presque au même niveau que la période précédente, et ce malgré les efforts de l'État visant la promotion des exportations. La contribution de la demande interne en reste la principale composante.

Graphe 6 : industrie, valeur ajoutée (% du PIB) – Morocco : 1972-1980



Source : donnees.banquemondiale.org

3.3. La période 1981-1993

Les débuts des années 80 étaient marqués par une véritable dégradation de la situation économique, plusieurs indicateurs économiques en témoignent : la progression de la dette extérieure, l'aggravation du déficit budgétaire et commercial, etc. les raisons de cette situation difficile sont multiples, on cite entre autres la sécheresse, le deuxième choc pétrolier, la baisse des recettes phosphatées.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont adopté deux plans quinquennaux : le premier de **1981-1985 « plan de relance économique et sociale »**, et le deuxième (**Le plan d'orientation**) de **1988-1992**. Ces derniers avaient comme objectifs, La sauvegarde de l'intégrité territoriale et la relance de l'activité économique par :

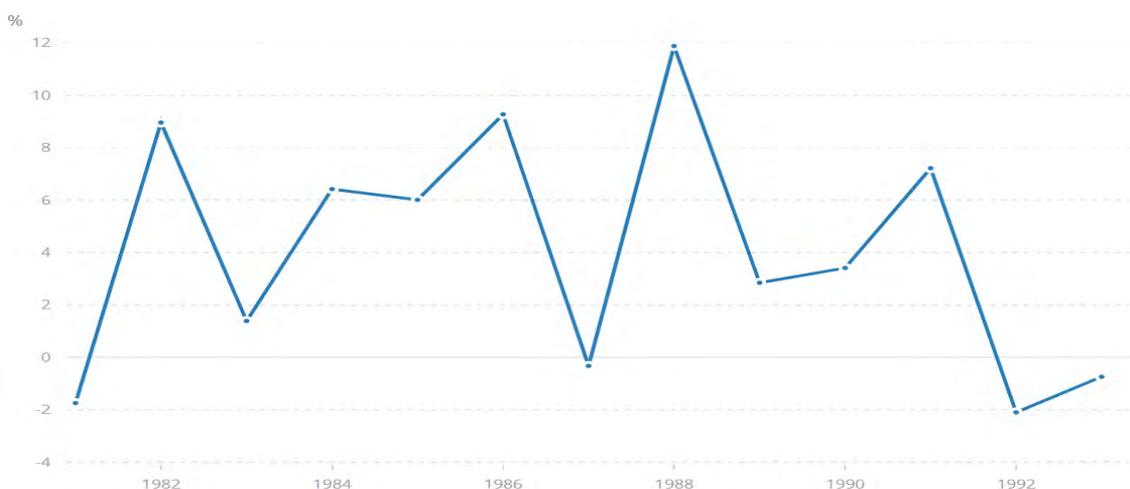
- La mobilisation de l'épargne surtout privée.
- L'augmentation des investissements.
- L'amélioration de l'équilibre extérieur à travers l'augmentation des exportations.

- Le désengagement de l'État et la privatisation.
- La réforme fiscale.

La gravité de la conjoncture économique durant cette période a poussé les pouvoirs publics à mettre en place en Septembre 1983 le programme d'ajustement structurel (PAS)³. L'adoption d'un tel programme caractérisait les débuts d'une longue période de sacrifices qui n'a pris fin qu'en 1993.

Ce programme visait l'encadrement de la demande intérieure, la libéralisation et l'ouverture de l'économie. Plusieurs réformes profondes ont été adoptées depuis les années 1983. Ces mesures touchaient la totalité de l'économie, entre autres le commerce extérieur, le budgetaire Etatique, le système fiscal, les investissements étrangers, la privatisation, etc. Au cours de cette période, les taux de croissance affichés présentaient une moyenne inférieure à la période précédente 4,9% (Données banque mondiale, calcul auteur).

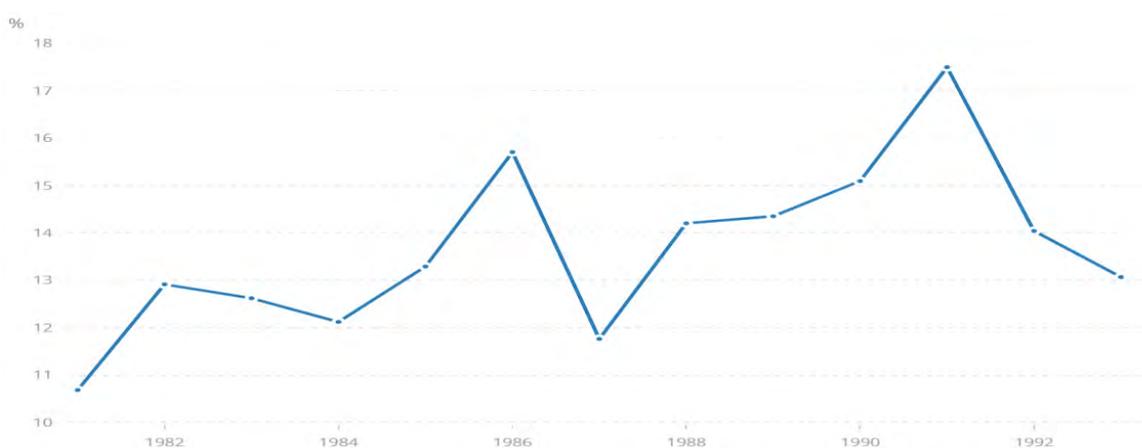
Graphe 7 : Croissance du PIB (% annuel) – Morocco : 1981-1993



Source : donnees.banquemondiale.org

L'analyse sectorielle de cette période montre que le secteur agricole maintient sa part dans le PIB, malgré les hauts et les bas des années de sécheresse et de bonnes compagnes.

Graphe 8 : Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) – Morocco : 1981-1993

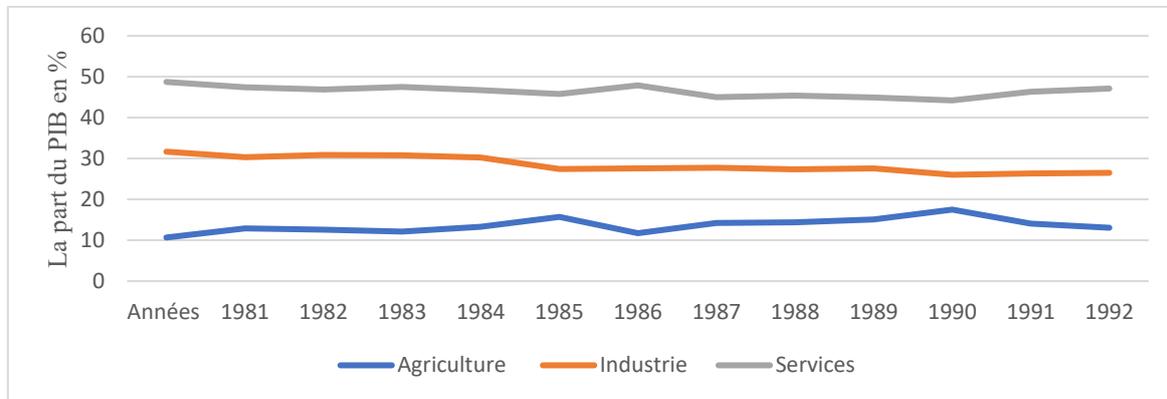


Source : donnees.banquemondiale.org

³ Programme recommandé par le fonds monétaire international et la banque mondiale, il impose aux Etas bénéficiaires certaines mesures restrictives pour pouvoir bénéficier du rééchelonnement de la dette par le club de Londres et celui de paris.

L'analyse du produit intérieur brut non agricole montre les difficultés que rencontre le secteur industriel en termes de compétitivité, en effet, sa part dans le PIB n'a cessé de diminuer en passant de 31,68 % en 1981 à 26,47 % en 1993. La part des services demeure stable, les bonnes performances du commerce, transport et communication tiraient vers le haut la croissance du secteur.

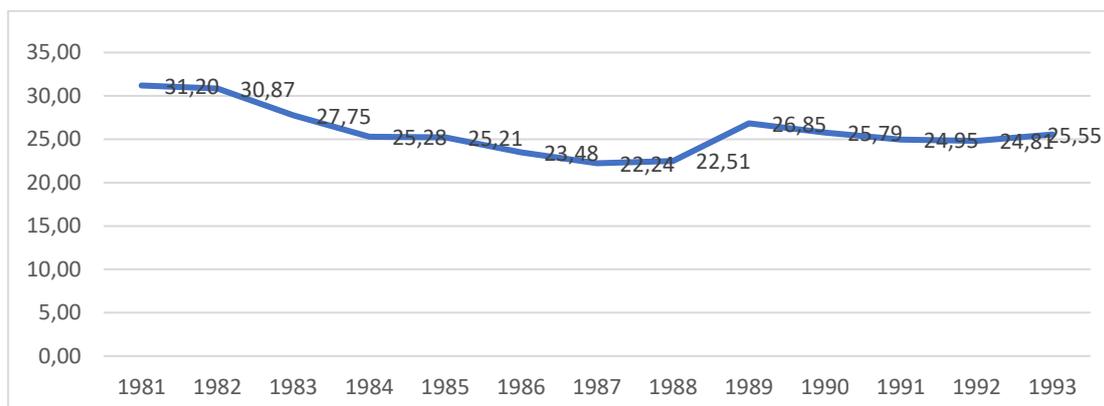
Graphe 9 : la structure du PIB au Maroc 1981-1993



Source : donnees.banquemondiale.org. Présentation auteur.

Quand à l'investissement, il a affiché un net recul entre 1981 et 1993, en passant de 31,20 % à 25,55%. Ce constat est justifié par la diminution de la participation des administrations publiques dans la formation brute du capital fixe nationale.

Graphe 10 : Évolution du taux d'investissement au Maroc entre 1981-1993



Source : données banque mondiale, calcul et présentation auteur

3.4. La période 1994 - 2004

Depuis 1992, le Maroc a abandonné la planification économique, pour la reprendre en 1996 avec le plan quinquennal 1996-2000, dans le cadre du « plan de stratégie de développement économique et sociale ». un plan ambitieux avec comme objectifs :

- La promotion des activités exportatrices et l'encouragement du secteur privé
- Le maintien des grands équilibres macroéconomiques.
- La libéralisation du commerce extérieur.
- L'encouragement de l'entrepreneuriat.

Cependant, ce programme a été abandonné avec l'arrivée du gouvernement d'alternance de Abderrahman El Youssoufi le 4 février 1998.

Durant la période 1994 – 2004, et malgré les réformes structurelles entreprises pendant les années précédentes, les niveaux de croissance réalisés restaient encore mitigés 3,7%, de même pour le PIB par habitant.

Pour le secteur agricole, le constat reste le même que pour la période précédente, une production agricole volatile dépendante des aléas climatiques, par conséquent une croissance économique moins stable. La richesse créée par l'activité industrielle demeurait en moyenne stable avec une moyenne de croissance annuelle de 3,58 %.(HCP. 2005)

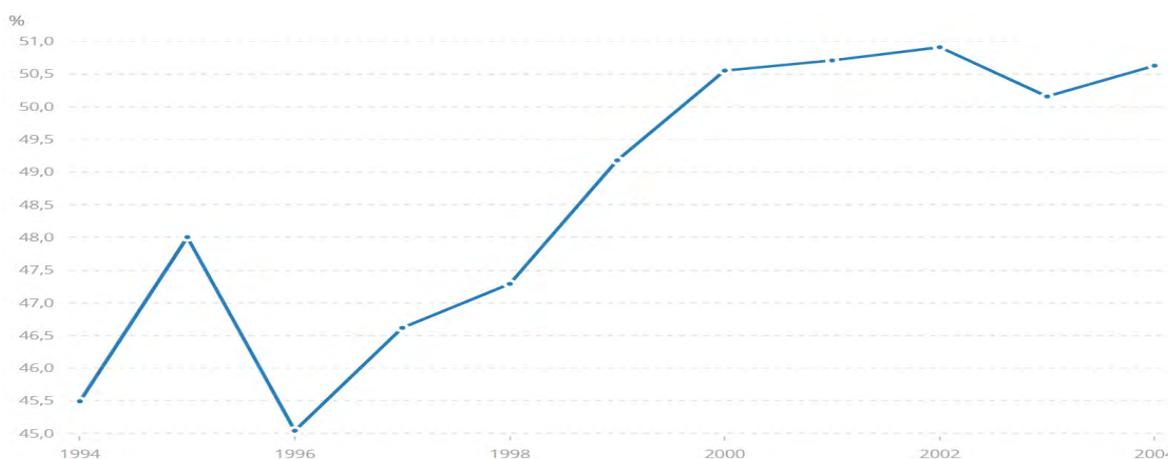
Tableau 1 : Évolution du taux de croissance annuelle du PIB et de la valeur ajoutée agricole et industrielle 1994-2004

Années	Taux de croissance du PIB	Croissance annuelle de la valeur ajoutée de l'agriculture %	Croissance annuelle de la valeur ajoutée de l'industrie %
1994	10,59	59,76	3,31
1995	-5,41	-41,01	2,87
1996	12,37	73,58	2,93
1997	-1,56	-22,89	5,81
1998	7,24	26,82	3,84
1999	1,08	-14,68	2,21
2000	1,91	-12,16	4,09
2001	7,32	19,06	4,13
2002	3,12	4,28	2,74
2003	5,96	20,31	3,87
2004	4,80	4,47	3,62

Source : données banque mondiale, présentation auteur

Le secteur des services, quant à lui, a pu dégager des performances remarquables durant cette période. À partir de la fin des 1990, les télécommunications ont pu afficher des taux de croissance exceptionnels suite au processus de privatisation déjà lancé. Le même constat est vérifié pour les recettes du tourisme.

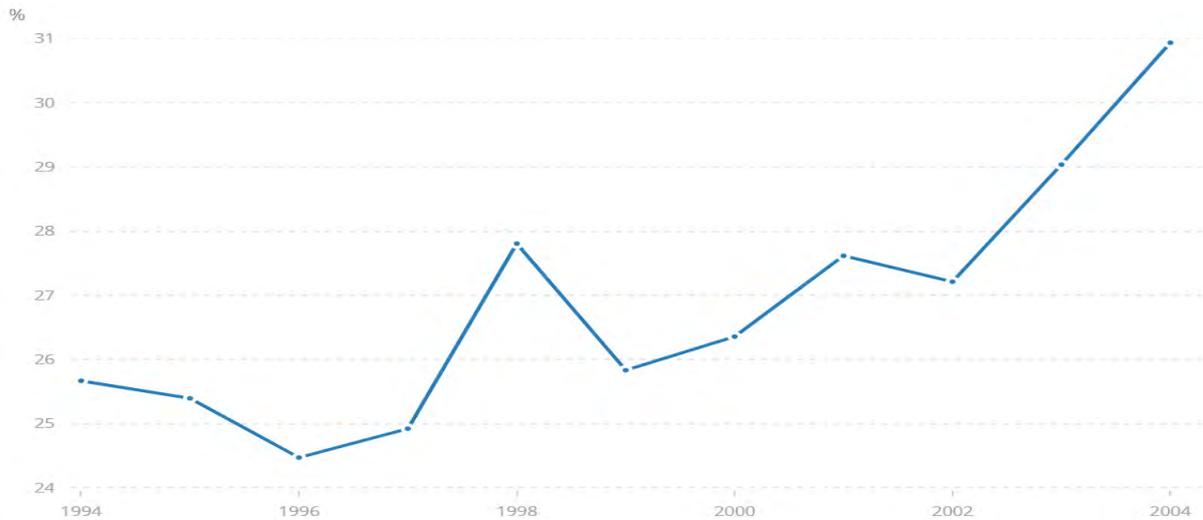
Graph 11 : Évolution de la valeur ajoutée des services dans le PIB au Maroc : 1994-2004



Source : données banque mondiale

Pour ce qui est des emplois du PIB, la consommation finale a connu une certaine amélioration et sa contribution à la croissance économique est passée à 3 points. Ceci s'explique par la maîtrise de l'inflation aux alentours de 2,7% et la concrétisation des acquis du dialogue social (augmentations des salaires). La part de la formation brute du capital fixe (FBCF) par rapport au PIB demeurait stable par rapport à la période précédente, ce constat est justifié par les retards affichés dans la réalisation des réformes programmées au niveau du droit des affaires, droit fiscal, de l'infrastructure, etc. le taux d'investissement a repris sa tendance haussière à la fin des années 2003.

Graphe 12 : Formation brute de capital (% du PIB) - Morocco



Source : données banque mondiale.

Quant aux équilibres extérieurs, le solde commercial de la période n'a cessé de se creuser, et ce malgré les efforts déployés en matière de promotion des exportations, en effet, la concurrence acharnée des concurrents aggravait la situation (fin de l'accord multifibre⁴ à titre d'exemple).

Tableau 2 : Évolution des exportations et importations des marchandises au Maroc 1994-2004 (en million de \$ USA)

Années	Importations	Exportations	Solde
1994	8272000000	5556000000	-2716000000
1995	10023000000	6881000000	-3142000000
1996	9704000000	6881000000	-2823000000
1997	9525000000	7032000000	-2493000000
1998	10290000000	7153000000	-3137000000
1999	10058000000	7503000000	-2555000000
2000	11534000000	7432000000	-4102000000
2001	11038000000	7144000000	-3894000000
2002	11864000000	7849000000	-4015000000
2003	14250000000	8778000000	-5472000000
2004	17822000000	9925000000	-7897000000

Source : données banque mondiale, présentation et calcul auteur

3.5. La période 2005-2020 : le modèle plateforme

Les débuts de cette période ont été marqués par des taux d'investissement et d'épargne élevés, en effet, l'importance de transferts des Marocains résidents à l'étranger et le mouvement des investissements directs étrangers entrants ont renforcé cette tendance.

À titre d'exemple, les transferts courants nets de l'étranger ont augmenté de 5361195713 \$ Américain en 2005 à 8415676860 en 2020 soit une variation de 57% (Données banque mondiale, calcul auteur).

⁴ Les accords multifibres sont des accords internationaux dérogatoires dans le domaine du textile et de l'habillement à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), ancêtre de l'OMC. Ils ont pris fin en 2005. Ces accords successifs ont été conclus entre les pays en développement et les pays développés et fixaient des quotas d'exportations, par pays et par produits.

Tableau 3 : Évolution de quelques agrégats économiques sur la période 2005-2020

Années	FBCF (% du PIB)	Épargne brute (% du PIB)	Croissance annuelle du PIB (%)	Inflation	Transferts courants nets de l'étranger (\$ US courants)
2005	28,49	32,38592333	3,29	1	5361195713
2006	29,17	33,58478333	7,57	3,30	6274841966
2007	32,16	33,92983514	3,53	2	7618007153
2008	34,42	34,16711966	5,92	3,70	8684567049
2009	31,66	29,77827655	4,24	1	7395713098
2010	30,66	29,71475762	3,82	1	7256688685
2011	31,50	28,06868476	5,25	0,90	7943237864
2012	32,60	25,25143526	3,01	1,30	7638380233
2013	30,79	27,02568361	4,54	1,90	8678603295
2014	29,85	26,54022034	2,67	0,40	9679050236
2015	28,37	28,85054322	4,54	1,60	7603617259
2016	30,03	28,25089189	1,06	1,60	8123578894
2017	28,62	29,14748602	4,25	0,80	8737618655
2018	28,39	27,80701406	3,15	1,80	7953250019
2019	27,64	27,79938561	2,61	0,30	7684437096
2020	26,45	26,88329614	-6,29	0,70	8415676860

Source : données banque mondiale, présentation auteur

Pour l'inflation, elle demeure assez maîtrisée, 1,46 % (Données banque mondiale, calcul auteur). En moyenne pour la période 2005-2020, ce qui reflète l'efficacité de la politique monétaire de BANK AL MAGHRIB.

Sur le plan sectoriel, la structure du PIB a gardé la même posture, en effet, le secteur de l'agriculture représente 12% à 15% du PIB et ce en fonction des aléas climatiques, quant à l'industrie et malgré les efforts déployés, elle garde en moyenne la part du PIB dégagé 26%. Les services s'accaparent la part du lion du produit intérieur brut 50%, ce constat est justifié par les performances des télécommunications et du tourisme.

Tableau 4 : Structure du PIB au Maroc : 2005-2020

Années	Agriculture (% du PIB)	Industrie (% du PIB)	Services (% du PIB)
2005	11,82	26,15	52,31
2006	13,60	25,15	51,41
2007	10,86	24,67	53,52
2008	11,96	26,76	51,23
2009	13,03	24,24	51,51
2010	12,94	25,66	51,04
2011	13,12	26,61	52,37
2012	12,33	26,41	53,47
2013	13,39	26,17	51,59
2014	11,66	26,49	51,62
2015	12,63	26,09	49,74
2016	12,00	25,89	50,40
2017	12,36	26,16	49,99
2018	12,22	25,87	50,14
2019	12,15	25,32	50,98
2020	11,68	26,13	50,82

Source : données banque mondiale, présentation auteur

La période 2005-2020 a été marquée également par l'adoption de plusieurs programmes sectoriels, l'objectif est de pérenniser la croissance économique, et ce par le développement des partenariats public-privé (PPP). Cette vision s'inscrit dans le cadre du développement des secteurs jugés stratégiques pour l'économie marocaine à l'instar de l'industrie, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de l'automobile, etc.

Le tableau suivant présente le récapitulatif des principaux programmes sectoriels adoptés par le Maroc :

Tableau 5 : principaux programmes sectoriels adoptés par le Maroc

Plans	Année de lancement	objectif
Le plan émergence	2005	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à niveau et la modernisation du secteur industriel. - L'accroissement annuel du PIB par 1,6 point. - La réduction du déficit commercial. - La création de 440000 emplois. - Le renforcement des activités à forts avantages compétitifs : l'automobile, l'aéronautique, le textile, etc. - la création des parcs industriels intégrés.
'Vision 2015" pour l'Artisanat	2006	<ul style="list-style-type: none"> - le renforcement des exportations des produits d'artisanat. - La création de 115000 emplois. - Le doublement du chiffre d'affaires du secteur. - La multiplication par 10 des exportations formelles. - L'encadrement et l'assistance aux artisans. - L'amélioration des conditions de travail des artisans.
Le Plan Maroc Vert	2008	<ul style="list-style-type: none"> - La Modernisation de secteur agricole. - L'accélération des projets à forte valeur ajoutée. - L'accompagnement des petites agricultures. - La diversification de la production agricole. - L'amélioration des revenus des agriculteurs. - L'amélioration de la compétitivité des exportations agricoles.
«Maroc export plus »	2008	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplier par trois le volume des exportations. - La création de 380000 emplois. - L'orientation de l'offre vers de nouveaux marchés. - L'accompagnement des acteurs à l'exportation. - L'encouragement des entreprises non exportatrices à devenir exportatrices.
Le Plan d'énergie solaire	2009	<ul style="list-style-type: none"> - La mobilisation des ressources nationales renouvelables. - Réduire la dépendance énergétique nationale de 85%. - Se positionner comme pôle énergétique pour les 2 rives du Méditerranée. - Disposer d'une capacité électrique de 200 mégawatts à partir de l'énergie solaire. - La création de centrales solaires photovoltaïques. - Porter la capacité des énergies renouvelables à 42% des besoins électriques du pays.
La vision 2020 pour le tourisme	2010	<ul style="list-style-type: none"> - Le doublement de la taille du secteur. - La mise en valeur de l'attractivité touristique régionale. - Le développement d'un tourisme durable. - Le développement de nouvelles destinations touristiques. - L'enrichissement de l'offre touristique. - Le développement de l'identité culturelle du pays.

Source : données issues du site www.amb-maroc.fr, présentation auteur.

La période 2005-2020 était marquée également par la signature de plusieurs accords de libre-échange, en effet, le Maroc a développé ses relations commerciales avec plusieurs pays à travers la signature de plus de 55 accords commerciaux. Nous citons entre autres : les accords signés avec les Etats- unis et la Turquie en 2006, ensuite l'accord d'Agadir en 2007 avec la Jordanie,

l'Égypte et la Tunisie. Sans oublier l'accord déjà signé avec l'Union Européenne dans les années 2000.

Certes, en s'inscrivant dans cette dynamique du commerce mondial, le Maroc s'attendait à plusieurs opportunités, la promotion des investissements étrangers, transfert de savoir-faire, élargissement des débouchés pour les exportations marocaines, etc. cependant, deux décennies plumard, le bilan de ces accords reste encore mitigé. Pour illustrer ce constat, par exemple trois ans avant 2000, le déficit commercial moyen était de -29 milliards de DH, ensuite il est passé à -72 milliards DH durant la période 2000-2007, pour atteindre -175 milliards de DH durant 2008-2013 et -158689 en 2020. Quant au taux de couverture de la balance commerciale, il n'a cessé de baisser, passant successivement de 71%, à 58,4% à 47,7%, puis une nette amélioration biaisée de 62,4 dans les années 2020 (contexte de crise sanitaire).

Tableau 6 : Déficit commercial du Maroc : 1997-2020

Périodes	1997-1999	2000-2007	2008-2013	2020
Déficit commercial (millions de DH)	-28679	-71680	-174953	-158689
Taux de couverture en (%)	71	58,4	47,7	62,4
Déficit/PIB (en%)	7,8	13,9	22,4	14,9

Source : Office des changes

En résumé, l'analyse des traits de la croissance économique au Maroc depuis l'indépendance aux années 2020, fait révéler les faits marquants qui caractérisent notre modèle de croissance. En réalité, l'analyse illustre bel et bien l'insuffisance et la volatilité des taux de croissance affichés.

Graphe 13 : Croissance du PIB (% annuel) – Morocco 1960-2020



Source : données banque mondiale

Cette croissance demeure fortement liée à la demande interne malgré les efforts de promotion des exportations.

Pour le secteur agricole, malgré les efforts déployés, la variabilité climatique constitue toujours une entrave au développement du secteur.

Graphe 14 : Agriculture, valeur ajoutée (% de croissance annuelle) – Morocco 1960-2020

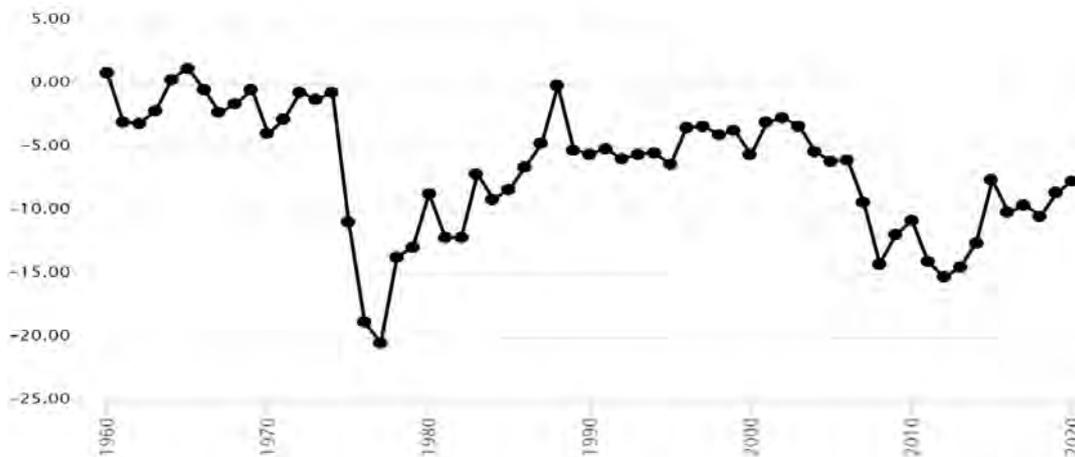


Source : données banque mondiale

Le secteur des services pourrait constituer un pilier de la croissance économique, il affiche une recrudescence stable. Il représente un peu plus de la moitié du PIB. La tertiarisation progressive de l'économie est prometteuse.

Pour les comptes extérieurs, le déficit chronique de la balance commerciale reste le principal constat. À cet égard, l'état des lieux relatif aux accords de libre-échange (ALE) illustre le déficit chronique affiché avec la majorité des partenaires. La révision de tels accords devient une nécessité pour mieux prendre en considération les avantages comparatifs du pays.

Graphe 15 : balance commerciale (% du PIB) 1960-2020



Source : perspective monde, date de consultation : 12-07-2022, source : banque mondiale

4. Les signes d'essoufflement du modèle de croissance au Maroc

La croissance au Maroc s'essouffle depuis plusieurs années, les symptômes de cet épuisement sont multiples, nous délimiterons notre descriptif sur les quelques variables jugées phares, nous citerons entre autres, les équilibres extérieurs, le chômage (parmi les objectifs du carré magique de Kaldor), le niveau d'endettement, le déficit budgétaire, la compétitivité économique.

4.1. Des comptes extérieurs déséquilibrés

L'adhésion du Maroc au libre-échange lui a causé des déficits structurels, en effet, le Maroc dispose d'une balance commerciale structurellement déficitaire avec la majorité des partenaires avec lesquels le Maroc a signé des accords de libre-échange (ALE). En 2020, le déficit commercial représente 7,63% du PIB (Données banque mondiale). Ce constat nous questionne sur la politique commerciale au Maroc, sur la multitude des accords de libre-échange signés et qui sont désavantageux pour le Maroc, mais également sur la compétitivité de l'offre exportable. Nous ne cherchons pas à être trop Keynésien pour considérer l'importation comme une fuite externe, mais la concurrence ne se fait pas à pied d'égalité.

Graph 16 : balance commerciale (% du PIB), Maroc 1960-2020



Source : perspective monde, date de consultation : 15-07-2022, source : banque mondiale

par exemple trois ans avant 2000, le déficit commercial moyen était de -29 milliards de DH, ensuite il est passé à -72 milliards DH durant la période 2000-2007, pour atteindre -175 milliards de DH durant 2008-2013 et -158689 en 2020. Quant au taux de couverture de la balance commerciale, il n'a cessé de baisser, passant successivement de 71%, à 58,4% à 47,7%, puis une nette amélioration biaisée de 62,4 dans les années 2020 (contexte de crise sanitaire).

Tableau 7 : évolution des ratios de la balance commerciale 1997-2020

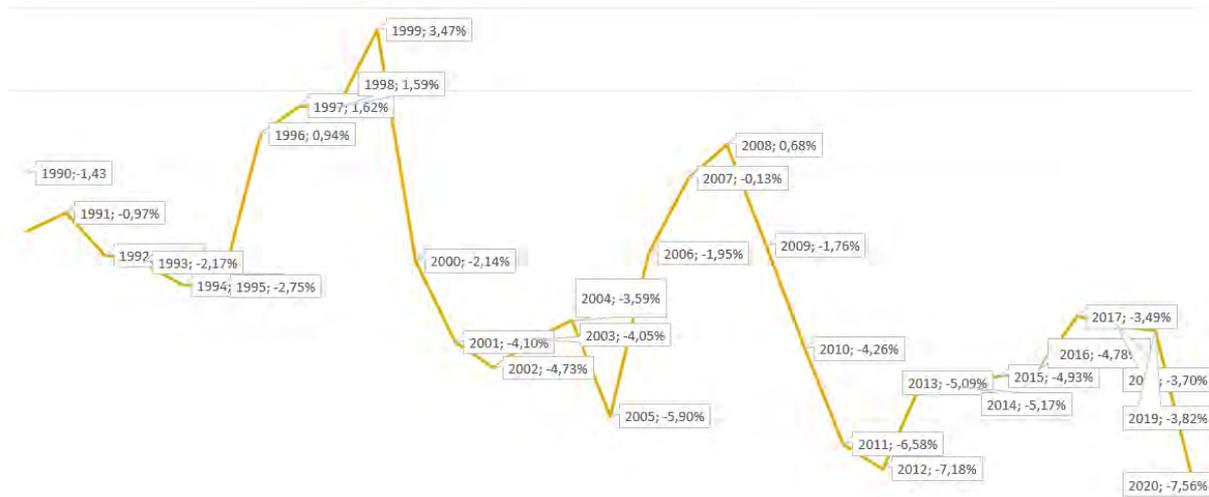
Périodes	1997-1999	2000-2007	2008-2013	2020
Déficit commercial (millions de DH)	-28679	-71680	-174953	-158689
Taux de couverture en (%)	71	58,4	47,7	62,4
Déficit/PIB (en%)	7,8	13,9	22,4	14,9

Source : Office des changes

4.2. Le déficit budgétaire

Le déficit budgétaire reste l'une des préoccupations majeures de l'économie marocaine. Certes, le Maroc a fourni beaucoup d'efforts pour ramener ce déficit aux normes recommandées par la discipline budgétaire, cependant, sa chronicité reste inquiétante. En théorie économique, les économistes ne s'accordent pas sur la gravité de ce phénomène, au contraire certains le recommandent vivement. Au Maroc, il s'agira bel et bien d'un écueil pour une croissance stable et entretenue. Le graphe ci-dessous illustre l'aggravation tendancielle du déficit budgétaire.

Grphe 17 : Évolution du déficit budgétaire par rapport du PIB 1990-2020



Source : www.countryeconomy.com

La maîtrise du déficit budgétaire passe par la bonne allocation des recettes fiscales, l'élargissement de l'assiette fiscale, et la bonne gestion des dépenses publiques, en effet, L'État doit administrer son budget comme un « bon père de famille ». Sinon les effets seront lourds sur le niveau d'endettement.

4.3. Un endettement élevé

La relation entre la dette extérieure publique et la croissance économique fait toujours écouler beaucoup d'encre. Au Maroc, le taux d'endettement public global a franchi les 92,5% du PIB en 2020(HCP) alors qu'il ne devrait pas dépasser les 60%. Cette penchant haussier de l'endettement était toujours corrélé à un déficit budgétaire chronique.

La littérature économique que soit théorique ou empirique, a déjà examiné la relation entre niveau d'endettement et croissance économique. Des travaux penchent pour la relation positive entre les deux variables (L'étude de Faraji Kasidi et Makame Said (2013), Leila Ben Ltaief (2014), Hind Es-Sounboula et Ahmed Hefnaoui (2019), etc.). Cependant, y'en a d'autres qui prouvent l'impact négatif de la dette sur la croissance économique (Shahnawaz Malik et al. (2010), Halima Ibrahim (2013), Panizza et Presbitero (2014), etc.).

Sans creuser dans ce débat sur la relation entre dette et croissance économique qui n'est toutefois pas résolu en raison de ses résultats controversés. Nous considérons, dans ce papier, que le niveau d'endettement élevé au Maroc représente un signe d'essoufflement du modèle de croissance adopté.

Tableau 8 : évolution de la dette extérieure publique 1998-2020

	Encours de la dette extérieure publique (En millions DH)	En % du PIB	Service de la dette (En millions DH)	En % des recettes courantes	Charges en intérêts (En millions DH)	En % du PIB
1998	179 380	46,7%	28 883	23,9%	10 115	2,6%
1999	177 538	45,6%	29 002	22,6%	9 244	2,4%
2000	170 899	43,4%	26 838	18,9%	9 240	2,3%
2001	163 109	36,6%	28 314	16,5%	8 545	1,9%
2002	142 317	30,6%	28 435	16,1%	6 883	1,5%

2003	126 024	25,3%	29 825	16,5%	5 433	1,1%
2004	115 310	21,8%	22 845	11,6%	4 446	0,8%
2005	115 871	21,0%	21 175	9,3%	4 161	0,8%
2006	115 927	19,2%	18 618	7,1%	4 198	0,7%
2007	122 043	18,8%	20 141	6,8%	4 686	0,7%
2008	133 557	18,6%	18 279	5,4%	4 968	0,7%
2009	152 267	20,3%	14 226	5,4%	5 121	0,7%
2010	173 805	22,2%	15 372	5,1%	4 827	0,6%
2011	189 108	23,1%	17 533	5,3%	5 667	0,7%
2012	212 713	25,1%	19 958	5,7%	6 237	0,7%
2013	234 746	26,1%	21 848	6,0%	6 889	0,8%
2014	278 071	30,0%	22 585	5,7%	7 423	0,8%
2015	300 985	30,5%	24 694	6,0%	8 719	0,9%
2016	312 468	30,8%	29 078	6,8%	8 782	0,9%
2017	332 558	31,3%	32 059	6,8%	8 670	0,8%
2018	326 615	29,5%	28 586	5,8%	8 607	0,8%
2019	340 607	29,5%	29 233	5,7%	8 544	0,7%
2020	376 052	34,5%	41 424	9,2%	8 467	0,8%

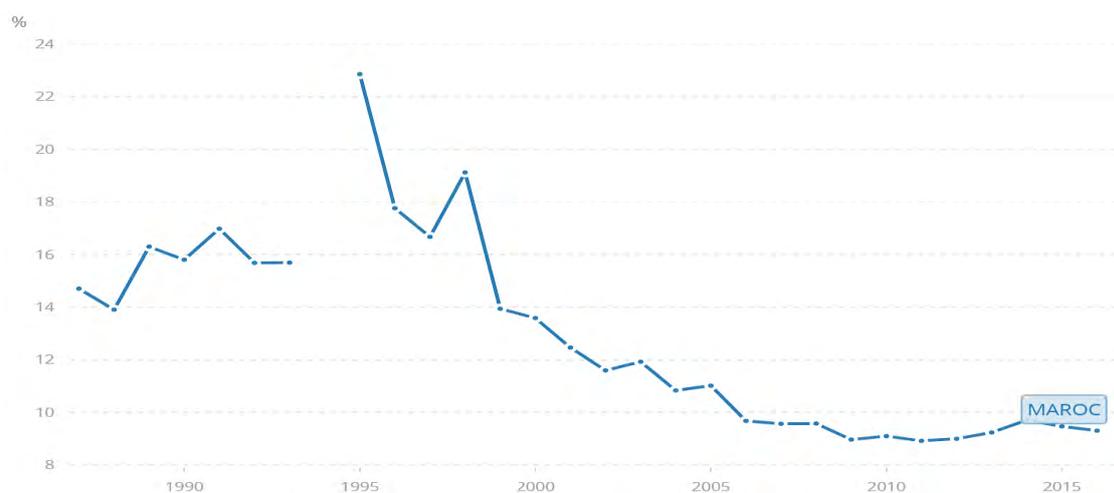
Source : comptes nationaux du HCP

Les statistiques ci-dessus montrent le fardeau que représente la dette extérieure ainsi que le service de la dette sur les potentiels de croissance au Maroc, sans oublier que la majorité des dettes sont conditionnées. Le cout de la dette pourrait faire rentrer un État dans un cercle vicieux d'emprunt/remboursement (effet boule de neige).

4.4. La persistance du chômage

Les études théoriques et empiriques s'accordent sur l'existence d'une corrélation positive entre croissance économique et emplois. Au Maroc, la croissance demeure moins génératrice d'emplois, la précarité de l'emploi est un signe fort de l'essoufflement de tout modèle de croissance. Le graphe suivant illustre la situation du chômage au Maroc depuis les années 87.

Graphe 18 : L'évolution du taux de chômage au Maroc 1987-2016

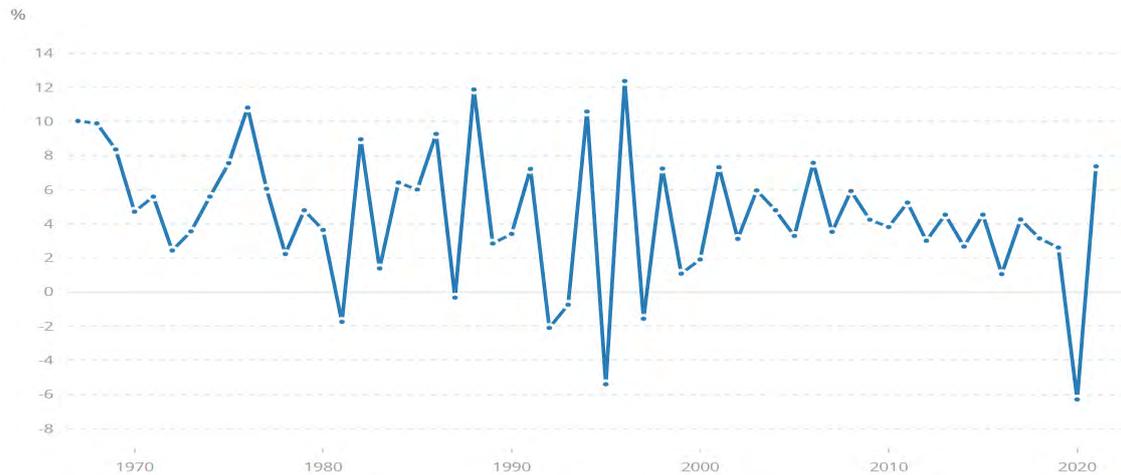


Source : données banque mondiale

Les causes de cette situation sont multiples, nous pouvons citer entre autres :

- La qualité du capital humain qui reste encore insuffisante, en effet, Le niveau d'éducation de la population constitue un obstacle d'ampleur, près du un tiers de la population qui est encore analphabète, 34,5% des adultes marocains ne disposent d'aucun niveau d'instruction, un chiffre qui prouve ce constat, la durée moyenne de scolarisation au Maroc est de 4,4 ans (HCP, 2016).
- La volatilité de la croissance en raison de sa dépendance à l'agriculture.

Graphe 19 : croissance du PIB (%), Maroc 1960-2020



Sources : données banque mondiale

- La structure démographique au Maroc caractérisée par une forte proportion des jeunes pèse fortement sur le marché du travail.
- L'urbanisation tendancielle et l'exode rural expliquent une part du chômage.
- L'incapacité du secteur privé à répondre aux demandes de travail.
- L'entrepreneuriat qui est toujours entravé par plusieurs obstacles.

5. Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons dire que le modèle de croissance marocain adopté depuis l'indépendance a pris plusieurs configurations : d'un modèle Maroc-marocain au départ, visant la substitution aux importations et la marocanisation de l'économie, à un autre jugé antisocial dans les années quatre-vingt et coïncidant avec les années piteuses du programme d'ajustement structurel (PAS). Puis un troisième modèle de croissance qualifié de modèle-plateforme ou d'IDE au début des années deux mille. Ce dernier modèle était synchronisé avec la signature d'une série d'accords de libre-échange, une vision qui a, certes, généré plusieurs avantages pour l'économie marocaine, surtout en termes d'attractivité des investissements étrangers, d'extension de débouchés pour l'offre exportable marocaine, de rentrée de devises et de transferts technologiques. Cependant, cette stratégie a eu des coûts exorbitants, nous illustrons ces propos par le déficit chronique de la balance commerciale avec les principaux partenaires et par les niveaux d'endettement affichés. Aujourd'hui, et sous la lumière des signes d'essoufflement et d'ambiguïté que nous avons déjà dévoilés, nous osons dire que le modèle de croissance au Maroc est à bout de souffle, et qu'il devient urgent de le repenser. Dans le même ordre d'idée, le nouveau modèle de développement, conçu par une commission royale ad hoc et sous le haut patronage de Sa Majesté Mohammed VI, répondrait à plusieurs préoccupations soulevées au niveau du modèle de croissance actuel, en effet, le nouveau modèle de développement qui contient dans ses dedans un modèle de croissance, compte sur la gestion participative qui associe tous les acteurs, le doublement du produit intérieur brut par habitant à

l'horizon 2035, et ce, par la valorisation du capital humain et le renforcement des avantages compétitifs déjà acquis. Le NMD vise également la bonne gouvernance de la chose publique. En fin de compte, nous estimons que le nouveau modèle de développement n'est pas une solution miracle aux dysfonctionnements relevés, son aboutissement reste conditionné par l'engagement de toutes les parties prenantes.

Notre prochaine réflexion sera dédiée à l'analyse de l'essoufflement du modèle de croissance au Maroc, mais en tenant compte dans la prochaine version du problème de la rente, autrement dit dans quelle mesure l'économie de la rente pourrait biaiser ou échouer n'importe quel modèle de croissance ?

Références

- (1) AMEDJAR, A., & HAITOU, Y. (2020). Le modèle économique marocain : enjeux et perspectives. *Revue Internationale du Chercheur*, 1(2).
- (2) Au Plan, H. C. (2005). Les sources de la croissance économique au Maroc. Royaume du Maroc.
- (3) Banque mondiale. (2020). Rapport de Suivi de La Situation Économique au Maroc. Banque mondiale, Washington, DC.
- (4) Ben Ltaief, L. (2014). Dette publique et croissance économique : investigation empirique pour la zone euro, l'Union européenne et les pays avancés. *L'Actualité économique*, 90(2), 79-103.
- (5) Béraud, A. (2011). Kaldor et la théorie keynésienne de la répartition. *Cahiers d'économie Politique*, (2), 113-155.
- (6) Chevassu, Jean-Marie. (1987). Le rôle de l'État marocain dans la croissance : le blocage et la restructuration du secteur industriel. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol.26, pp. 195-217.
- (7) Domar, Evsey D. (1947). "Expansion and Employment." *The American Economic Review*, vol. 37, no. 1, pp. 34-55.
- (8) El Majidi, F. (2019). Ouverture commerciale et volatilité de la croissance économique: cas du Maroc. *OUVERTURE, PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU MAROC*, 253.
- (9) Eltaief, G. (2013). Essoufflement du modèle de croissance économique des pays sud méditerranéens : analyse théorique et empirique et comparaison avec les pays asiatiques. *Economics Thesis from University Paris Dauphine*.
- (10) *Eltis W. (1987) Modèle de croissance Harrod-Domar. Dans : Palgrave Macmillan (eds) Le nouveau dictionnaire Palgrave d'économie. Palgrave Macmillan, Londres.*
- (11) ES-SOUNBOULA, H. I. N. D., & HEFNAOUI, A. (2019). LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE ET SON IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE MAROCAINE ETUDE ECONOMETRIQUE. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 3(2).
- (12) *Harrod, R. (1972). Un essai de théorie dynamique. Dans : Essais économiques. Palgrave Macmillan, Londres.*
- (13) HCP. (2005). Les sources de la croissance économique au Maroc.
- (14) Ibrahim, H. (2015). Effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique : Une analyse empirique des pays d'Afrique de l'Est (Dissertation de doctorat, Université de Nairobi).
- (15) J. Pellier. (1958). Actualités marocaines. Dans : *Economie et Statistique*. pp. 1143-1155.
- (16) *Jaidi, L. (1992). L'industrialisation de l'économie marocaine : acquis réels et modalités d'une remise en cause. Le Maroc actuel*, 91-117.

- (17) Jeam-Marie CHEVASSU. (1987). Le role de l'Etat Marocain dans la croissance : le blocage et la restructuration du secteur industriel. Edition CNRS. Annuaire de l'Afrique du Nord. Tome XXVI.
- (18) Kaldor, N. (1957). Un modèle de croissance économique. La revue économique, 67 (268), 591-624.
- (19) Kasidi, F., & Said, AM (2013). Impact de la dette extérieure sur la croissance économique : une étude de cas de la Tanzanie. Avancées en gestion et économie appliquée, 3 (4), 59.
- (20) Malik, S., Hayat, MK et Hayat, MU (2010). Dette extérieure et croissance économique : preuves empiriques du Pakistan. Revue internationale de recherche sur la finance et l'économie, 44 (44), 1450-2887.
- (21) Mankiw N.G., Romer D. et Weil D.N. (1992). « A contribution to the empirics of economic growth, quarterly », *Journal of Economics*, vol.107, no2.
- (22) Panizza, U., & Presbitero, AF (2014). Dette publique et croissance économique : y a-t-il un effet causal?. *Journal of Macroeconomics*, 41, 21-41.
- (23) Pellier. J. (1958). Actualités marocaines. Economie et Statistique . 13-12 pp. 1143-1155.
- (24) RAEDECKER, A., KNOL, VCM, SERVANIN, FMDPM, & WATRELOT, P. (2016). AUCAPE.
- (25) Rebelo, S. (1991). Analyse des politiques à long terme et croissance à long terme. *Journal d'économie politique*, 99 (3), 500-521.
- (26) Robert Solow. (1956). Une contribution à la théorie de la croissance économique , *The Quarterly Journal of Economics*, 70, (1), 65-94.
- (27) Romer, P. M. (1987). Growth based on increasing returns due to specialization. *The American Economic Review*, 77(2), 56-62.
- (28) Vergne, C. (2014). Le modèle de croissance marocain : opportunités et vulnérabilités. *MacroDev*, 1-31.